POUR SA SURVIE ÉCONOMIQUE

La Grèce a-t-elle troqué sa souveraineté ?

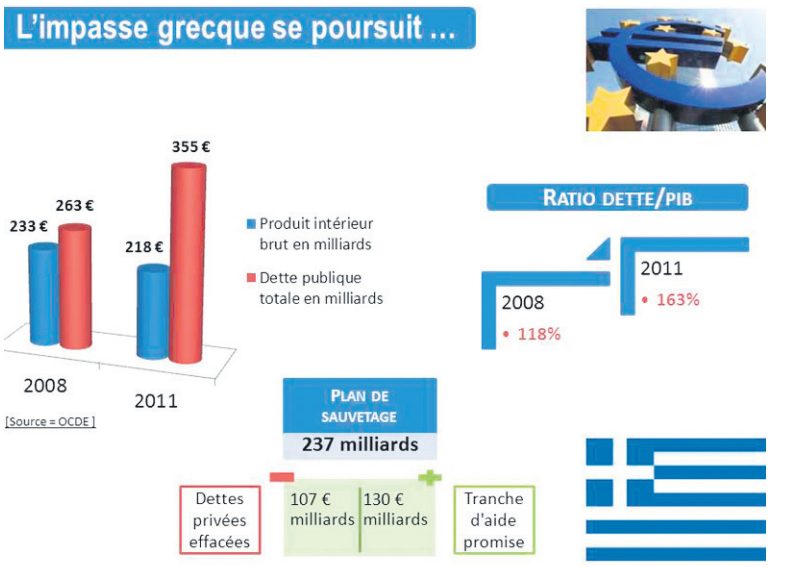
KHALID ADNANE
économiste et professeur à l'UdeS

ANALYSE

Il y a plus de deux semaines, au terme de négociations très serrées portant sur le sauvetage de la Grèce, les ministres des Finances de la zone euro ont abouti à un plan qualifié d'historique. La partie est loin d'avoir été facile : les pays bailleurs de fonds avaient leurs réticences et leurs exigences, si bien que la Grèce a accepté ni plus ni moins que la mise sous tutelle de sa politique budgétaire. Peu importe, pour les négociateurs grecs, le temps pressait, leur pays était à quelques semaines seulement d'une faillite quasi-assurée et l'offre sur la table était loin d'être négligeable.

Plan de sauvetage historique

En effet, le plan de sauvetage, conclu très difficilement aux petites heures du matin du 21 février (au bout de 13 heures de négociations), est d'une ampleur considérable : 237 milliards d'euros. Il prévoit le versement à la Grèce d'une tranche de 130 milliards d'euros et l'effacement de 107 milliards d'euros des dettes privées, soit plus de la moitié du total des dettes privées grecques. De plus, la Banque centrale européenne (BCE) renoncera aux gains réalisés sur les titres grecs qu'elle avait acquis au rabais sur le marché et les redistribuera aux membres de la zone (incluant la Grèce). Enfin, des modalités très avantageuses en termes de taux d'intérêt seront accordées sur le dernier tiers du plan d'aide initial de 110 milliards d'euros. Cette batterie de mesures devrait permettre à la Grèce de mieux cheminer dans la voie de la restructuration, censée redynamiser l'économie du pays enfoncée dans la récession depuis 5 ans et ramener, entre autres, le niveau d'endettement du pays à un ratio de 120 % du PIB d'ici 2020.



Une souveraineté économique compromise

Mais la « sécurité » financière acquise par la Grèce avec ce fameux plan a un prix. Les pays « bons élèves » comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, de plus en plus ennuyés par ces sauvetages à répétition des « mauvais élèves » comme la Grèce, ont exigé des garanties renforcées et des intrusions sans précédent dans la gestion interne grecque, notamment en matière de politique budgétaire.

Premièrement, la Grèce accepte un contrôle accru (quasi-permanent) de la part des superviseurs de la « troïka » (BCE, Commission européenne, Fonds monétaire international) et de la fameuse « Task force » (équipe opérationnelle d'inspection de la Commission). Leur contrôle sera déterminant, en particulier pour les engagements de réductions de dépenses (3,3 milliards d'euros supplémentaires exigés) et pour le programme de restructuration économique (réforme des lois du travail, baisse du salaire minimum, programme de privatisations, etc.). Deuxièmement, les bailleurs de fonds exigent la création d'un compte consacré au paiement du service de la dette qui ne sera pas sous l'autorité d'Athènes (le gouvernement ne peut pas y piger pour des dépenses publiques, de nature sociale par exemple). Enfin, ils obligent la Grèce à graver dans sa Constitution la priorité accordée au paiement de la dette, dans les deux mois à venir. C'est une érosion importante de sa souveraineté économique qui n'atténue en rien le sentiment d'humiliation déjà répandu dans les rues d'Athènes. Le genre de sentiment qui sera certainement récupéré par les partis d'opposition lors des prochaines élections prévues ce printemps.

Une marge de manœuvre restreinte

Il n'en demeure pas moins que le premier ministre grec, Lucas Papadémos, et son ministre des Finances, Evangelos Venizélos, n'avaient guère le choix. En fait, ils se trouvaient littéralement coincés entre le gouffre financier dans lequel est plongée l'économie de leur pays, d'une part, et leur propre population qui se dresse farouchement contre les plans d'austérité mis en place, d'autre part. Et pour ajouter à la complexité de la tâche qui leur incombe et au peu de marge de manœuvre à leur disposition, cette même population largement mobilisée continue, sondage après sondage, à clamer sa volonté de demeurer dans la zone euro, à plus de 70 %. Troublant, direz-vous, pour une population qui s'estime avoir été « flouée » dans ce projet d'union, projet montré du doigt comme la source de tous les problèmes et maux de leur pays!

Et si Franklin avait raison?

En réalité, les dirigeants et négociateurs grecs ont usé de pragmatisme pour assurer la survie économique de leur pays (pour le moment du moins), sachant très bien qu'ils devaient nécessairement faire des concessions déchirantes. Leurs visages d'ailleurs, à l'issue de ces tractations, en disaient long sur leurs états d'âme et les sentiments partagés qui devaient les animer. D'un côté, le sentiment du devoir accompli et le soulagement quant à l'issue des négociations, qui évite à leur pays la banqueroute et lui garantit une « sécurité » financière. De l'autre, une terrible appréhension face aux engagements qu'ils venaient de prendre envers leurs homologues, engagements lourds de conséquences, en particulier sur l'exercice de leur propre souveraineté économique.

Benjamin Franklin disait que « celui qui échange la liberté contre la sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finira par perdre les deux ». Les dirigeants grecs doivent certainement espérer que cette déclaration du célèbre et sage [redacted] américain ne viendra pas les hanter de sitôt!

Un décor sans intégration architecturale

À titre de résident de l'arrondissement de Jacques-Cartier, je fréquente régulièrement la promenade du Lac-des-Nations. Comme plusieurs, je fais le tour du lac et j'observe le paysage environnant de ce point de vue privilégié.

Plus particulièrement, quand je suis du côté sud du lac, le point de vue sur la rive nord (côté rue King) me préoccupe grandement, et ce, depuis la construction de deux bâtiments à logements multiples fort peu discrets. À mon avis, ceux-ci ne cadrent pas du tout avec les bâtiments existants préalablement, et encore moins avec certains bâtiments patrimoniaux tels que l'ancienne église.

Sachant qu'il existe divers types de réglementation dite discrétionnaire et que l'un d'eux consiste à justement encadrer le développement pour qu'il soit harmonieux et durable, je m'interroge sur les raisons pour lesquelles on n'aurait pas instauré pour ce secteur un plan d'intégration et d'implantation architectural (PIIA).

Je me proposais donc de faire part de mes préoccupations aux autorités compétentes, ce que j'ai fait lundi dernier, lors de la réunion du conseil municipal de Sherbrooke.

Ma question posée, j'apprends que ces bâtiments ont été construits sous l'empire justement d'un PIIA. Je suis complètement renversé par cette information et, surtout, inquiet pour l'avenir. Je constate leur « implantation », mais ne vois pas du tout leur « intégration ».

Si c'est là le résultat avec un PIIA, si c'est n'importe quoi avec un PIIA, qu'est-ce que ce serait ou sera sans un PIIA ? En ce lieu ou ailleurs dans la ville de Sherbrooke...

Jean-Pierre Marcoux
Aménagiste et
architecte paysagiste

Allegro | VILLA DE L'ESTRIE
résidence pour retraités

Pourquoi attendre ?

Portes ouvertes
Dimanche 18 mars • 13 h à 16 h

Venez savourer le printemps avec nous, une plante vous sera offerte !

Une horticultrice - fleuriste sera sur place pour vous renseigner sur les plantes et les fleurs. Venez bénéficier de ses bons conseils !

À la signature d'un bail avant le 15 avril 2012, vous aurez la chance de gagner jusqu'à trois mois de loyer gratuits ou un forfait comprenant 1 repas gratuit/jour pendant 1 mois.*

Fleuriste en ligne nature florale
Approche éco-responsable • Fleurs équitables
www.natureflorale.com
819.674.8518

3320, rue des Chênes, Sherbrooke
*Certaines conditions s'appliquent. Détails en résidence. 819.823.1123

Un monde d'attentions | residencesallegro.com